

Les anarchistes et le suffrage universel

L'opposition des anarchistes à la participation du mouvement ouvrier à l'institution parlementaire se fonde sur ce qu'ils considèrent comme le caractère de classe de celle-ci ; sur sa fonction dans la société capitaliste moderne ; sur le dévoiement du programme ouvrier qu'entraînent les alliances contre-nature que cette participation impose ; sur l'écart qui se creuse entre l'élu et l'électeur ; enfin, sur la négation de la solidarité internationale qui apparaît *inévitablement*. Il ne suffit pas de dire que l'institution parlementaire impose au prolétariat un jeu risqué : les principales objections viennent de ce que la classe dominante elle-même n'hésite pas à saborder la démocratie parlementaire lorsque ses intérêts sont en cause.

La bourgeoisie ne joue pas le jeu ! La forme politique la plus adaptée.

Non seulement la démocratie représentative est parfaitement adaptée aux exigences du capitalisme, elle lui est aussi nécessaire. Cette forme d'État réunit en effet deux conditions indispensables à la prospérité de la grande production industrielle : la centralisation politique et la sujétion du peuple-souverain à la minorité qui le représente, qui en fait le gouverne et l'exploite. Dans un régime qui consacre l'inégalité économique et la propriété privée des moyens de production, le système représentatif légitime l'exploitation de la grande masse du peuple par une minorité de possédants et par les professionnels de la parole qui sont leur expression politique. Si le droit politique garanti par le système représentatif permet au non-possédant de participer en tant que citoyen à l'élection d'un représentant, le droit économique lui permet de la même façon de «choisir» son employeur. La liberté du travailleur, dit Bakounine, est une liberté théorique, fictive. Pourtant, «est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires, nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférerions soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul ? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui tout seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre ; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes.» (Bakounine, Stock, IV 195) On ne saurait donc conclure de la critique anarchiste du système représentatif à l'apologie du «vide» politique, du «néant» et d'une spontanéité transcendante à partir desquels les «masses» découvrirait de façon immanente des formes politiques nouvelles et radicalement différentes.

La critique anarchiste de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la démocratie, entendue comme participation des intéressés aux choix concernant leur existence, mais une critique du contexte capitaliste dans lequel elle est appliquée. La brutalité du rapport entre les deux classes fondamentales de

la société est cependant tempérée d'abord par le fait qu'il y a entre elles de nombreuses nuances intermédiaires imperceptibles qui rendent parfois difficile la démarcation entre possédants et non-possédants, mais aussi par l'apparition d'une catégorie sociale nouvelle, que Bakounine appelle les «socialistes bourgeois», et dont la fonction semble essentiellement de promouvoir le système représentatif auprès du prolétariat. Issus des franges de la bourgeoisie, ces «exploiteurs du socialisme», philanthropes, conservateurs socialistes, prêtres socialistes, socialistes libéraux, intellectuels déclassés, utilisent le mouvement ouvrier comme tremplin et l'institution parlementaire comme instrument pour tenter de se hisser au pouvoir, ou tout au moins pour se faire une place. Le socialisme bourgeois corrompt le mouvement ouvrier en «dénaturant son principe, son programme». La démocratie représentative étant définie comme la forme politique la plus adaptée à la société capitaliste il convient de s'interroger sur l'opportunité pour le prolétariat d'en accepter les règles, sachant que «la révolution sociale n'exclut nullement la révolution politique. Au contraire, elle l'implique nécessairement, mais en lui imprimant un caractère tout nouveau, celui de l'émancipation réelle du peuple du joug de l'État.» (Bakounine, Stock, IV 198.)

La participation du mouvement ouvrier au jeu électoral ne saurait toucher l'essentiel, c'est-à-dire la suppression de la propriété privée des moyens de production. La démocratie représentative n'étant pour la bourgeoisie qu'un masque, elle s'en dessaisit aisément au profit du césarisme, c'est-à-dire la dictature militaire, lorsque cela est nécessaire, tout empiétement démocratiquement décidé contre la propriété provoquera inévitablement une réaction violente de la part des classes dominantes spoliées. La participation à l'institution parlementaire, où sont représentés des citoyens, non des classes, signifie inévitablement la mise en oeuvre d'alliances politiques avec des partis représentant certaines couches de la bourgeoisie modérée ou radicale. Bakounine déclare que l'alliance entre un parti radical et un parti modéré aboutit inévitablement au renforcement du parti modéré au détriment du parti radical et à l'édulcoration du programme du parti radical : «L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontre qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité.» (Lettre à *La Liberté*, le 5 août 1872, éd. Champ libre, III, 166)

Sur les alliances

La foi dans les institutions parlementaires, «du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation», pour reprendre les termes d'Engels, toutes classes confondues, est fermement critiquée par les anarchistes, notamment par

Bakounine car elle signifie inévitablement la conclusion d'un «pacte politique» entre «la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité intelligente respectable, c'est-à-dire dûment embourgeoisée, du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat non seulement des campagnes, mais des villes». «Tel est, conclut l'anarchiste, le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des États existants» (III, 161). On peut alors se demander ce que Bakounine lui-même préconisait en matière d'alliances politiques. Il avait parfaitement saisi l'importance formidable des classes sociales intermédiaires dans la société et le rôle de frein qu'elles pouvaient jouer dans la révolution. «Ne comptez pas sur la bourgeoisie, dit-il ; elle ne voudra jamais ni ne pourra jamais vouloir vous rendre justice ; ce serait contraire à la logique des choses et des conditions de vie, contraire à toutes les expériences de l'histoire ; l'opinion publique, la conscience collective de chaque classe étant nécessairement et toujours le produit des rapports sociaux et des conditions particulières qui constituent la base et la loi de son existence séparée.» (II, 93).

Le prolétariat doit donc s'organiser «en dehors et contre la bourgeoisie». Ce n'est que par la force et par la démonstration bien réelle de leur puissance organisée que les travailleurs pourront arracher des concessions à la bourgeoisie. La petite bourgeoisie quant à elle est pour le prolétariat une alliée potentielle, elle n'est séparée de la classe ouvrière que par la «méconnaissance de ses propres intérêts» et par la «sottise bourgeoise». Le point de vue de Bakounine est parfaitement exprimé dans le passage suivant, écrit peu après la mort de Mazzini : les Internationaux italiens, dit-il, seront sans doute sollicités par les mazziniens pour s'unir à eux. Mais, rappelle Bakounine, «n'oubliez pas l'abîme qui sépare votre programme du programme mazzinien. Ne vous laissez pas entraîner par eux, ce qu'ils ne manqueront certainement pas de tenter, à une entreprise pratique commune, conforme à leur programme et à leurs plans et modes d'action, non aux vôtres. Appelez-les à s'unir avec vous sur votre propre terrain, mais ne les suivez pas sur leur terrain à eux, que vous ne sauriez accepter sans sacrifier et sans trahir cette grande cause du prolétariat qui désormais est devenue la vôtre. En acceptant leurs plans d'action, non seulement vous ruineriez tout votre travail socialiste et vous arracheriez votre pays à la solidarité révolutionnaire qui l'unit aujourd'hui à toute l'Europe, mais vous vous condamneriez vous-mêmes, avec tous ceux qui vous suivraient dans cette voie nouvelle et funeste, à une défaite certaine.» (Lettre à Celsio Ceretti, 13-17 mars 1872, Champ libre, II, 237)

Pouvoir et exploitation sont inévitablement liés. Les États, quels qu'ils soient, fonctionnent selon le principe de la substitution de pouvoir, c'est-à-dire qu'ils canalisent dans un nombre de mains réduites, au nom de la société civile, la légitimité de celle-ci. La majorité de la population ne peut avoir qu'une souveraineté fictive, plus ou moins masquée. Enfin, la logique interne à tout État le conduit à la centralisation, à la concentration du pouvoir, à l'accaparement des autonomies. Le «pouvoir politique» entendu au sens de processus collectif de décision concernant les orientations de la société, doit nécessairement être décentralisé : son lieu d'exercice n'est pas l'État ni le parlement mais l'organisation des producteurs associés et les communes fédérées. La conquête de

l'État «n'est possible que lorsqu'elle se développe de concert avec une partie quelconque de cette classe [la bourgeoisie] et se laisse diriger par des bourgeois.»

L'originalité de l'analyse bakouninienne est d'avoir montré que dans sa période constitutive, le mouvement ouvrier ne pouvait rien espérer de la subordination de son action à la revendication de la démocratie représentative parce qu'il avait face à lui la violence étatique, et que dans la période de stabilisation, lorsque cette revendication était accordée, les classes dominantes et l'État avaient les moyens d'empêcher que l'utilisation des institutions représentatives ne remette pas en cause leurs intérêts. Bakounine a en effet affirmé que les démocrates les plus ardents restent des bourgeois, et qu'il suffit d'une «affirmation sérieuse, pas seulement en paroles, de revendications ou d'instincts socialistes de la part du peuple pour qu'ils se jettent aussitôt dans le camp de la réaction la plus noire et la plus insensée», suffrage universel ou pas. C'est le phénomène que Bakounine désigne sous le nom de césarisme, et que Marx appelle bonapartisme : cette voie fut découverte jadis par les empereurs romains, mais oubliée et redécouverte récemment par Napoléon Ier et «déblayée et améliorée par son élève, le prince de Bismarck : la voie du despotisme étatique, militaire et politique, dissimulée sous les fleurs et sous les formes les plus amples en même temps que les plus innocentes de la représentation populaire» (IV, 294). En 1815 cette voie était prématurée : «A l'époque, personne ne se doutait de cette vérité, devenue depuis évidente aux despotes les plus niais, que le régime dit constitutionnel ou parlementaire n'est pas une entrave au despotisme étatique, militaire, politique et financier, mais que, le légalisant en quelque sorte et lui donnant l'aspect trompeur d'un gouvernement du peuple, il peut lui conférer à l'intérieur plus de solidité et de force.» La remarque qui suit cette affirmation est particulièrement intéressante : si, en 1815, on ignorait cela, c'est que la rupture entre la classe exploiteuse et le prolétariat n'était pas aussi évidente qu'aujourd'hui. Les gouvernements, qui étaient encore constitués sur le modèle de l'Ancien régime, pensaient que le peuple était derrière la bourgeoisie. Aujourd'hui le peuple et la bourgeoisie sont en opposition, et cette dernière sait que contre la révolution sociale «il n'y a pas pour elle d'autre refuge que l'État». Mais elle veut un État fort qui assure une dictature «revêtue des formes de la représentation nationale qui lui permettent d'exploiter les masses populaires au nom du peuple lui-même». Ainsi le système représentatif est très explicitement désigné comme le moyen trouvé par la bourgeoisie pour garantir sa situation de classe exploiteuse et comme la solution à la crise de légitimité du pouvoir. Les revendications et le programme de la classe ouvrière se trouvent ainsi dilués dans la fiction de la représentation nationale.

La fiction de la représentation

La véritable fonction de la démocratie représentative n'est donc pas tant de garantir la liberté des citoyens que de créer les conditions favorables au développement de la production capitaliste et de la spéculation bancaire, qui exigent un appareil d'État centralisé et fort, seul capable d'assujettir des millions de travailleurs à leur exploitation. La démocratie représentative repose sur la fiction du règne de la volonté populaire exprimée par de soi-disants représentants

de la volonté du peuple. Ainsi permet-elle de réaliser les deux conditions indispensables à l'économie capitaliste : la centralisation de l'État et la soumission de la souveraineté du peuple à la minorité régnante. Toute société qui parvient à s'émanciper quelque peu cherche à soumettre les gouvernements à son contrôle, dit Bakounine, et met son salut dans «l'organisation réelle et sérieuse du contrôle exercé par l'opinion et par la volonté populaire sur tous les hommes investis de la force publique. Dans tous les pays jouissant du gouvernement représentatif, la liberté ne peut donc être réelle, que lorsque le contrôle est réel. Par contre si ce contrôle est fictif, la liberté populaire devient nécessairement aussi une pure fiction.» (V, 61.) Or, Bakounine constate que «nulle part en Europe le contrôle populaire n'est réel». «Tout le mensonge du système représentatif repose sur cette fiction, qu'un pouvoir et une chambre législative sortis de l'élection populaire doivent absolument ou même peuvent représenter la volonté réelle du peuple.» (V, 62.)

Il y a cependant une logique interne à tout gouvernement, même le plus démocratique, qui pousse, d'une part à la séparation croissante entre les électeurs et les élus, et d'autre part qui pousse à l'accroissement de la centralisation du pouvoir. «La classe des gouvernants est toute différente et complètement séparée de la masse des gouvernés». La bourgeoisie gouverne, mais, étant séparée du peuple par toutes les conditions de son existence économique et sociale, comment la bourgeoisie peut-elle réaliser, dans le gouvernement et dans les lois, les sentiments, les idées, la volonté du peuple ? Ce serait toutefois une erreur, commente Bakounine, d'attribuer ces palinodies à la trahison. Elles ont pour cause principale le changement de perspective et de position des hommes. C'est cela qui explique que les démocrates les plus rouges «deviennent des conservateurs excessivement modérés dès qu'ils sont montés au pouvoir» (V, 63). Les modifications du comportement des élus est un sujet qui préoccupe constamment Bakounine.

Dans la *Protestation de l'Alliance*, il affirme la nécessité pour les élus de rester en contact avec la vie du peuple ; ils devraient être obligés d'agir ouvertement et publiquement, ils doivent être soumis au régime salubre et ininterrompu du contrôle et de la critique populaires ; ils doivent enfin être révocables à tout moment. En dehors de ces conditions, l'élu risque de devenir un sot vaniteux, gonflé de son importance. La logique interne du système représentatif ne suffit cependant pas à expliquer que la démocratie y est fictive. Si la bourgeoisie possède le loisir et l'instruction nécessaires à l'exercice du gouvernement, il n'en est pas de même du peuple.

De ce fait, même si les conditions institutionnelles de l'égalité politique sont remplies, cette dernière reste une fiction. Les périodes électorales fournissent aux candidats l'occasion de «faire leur cour à Sa Majesté le peuple souverain», mais ensuite chacun revient à ses occupations : «le peuple à son travail, et la bourgeoisie à ses affaires lucratives et à ses intrigues politiques.» Ignorant de la plupart des questions, le peuple ne peut contrôler les actes politiques de ses élus. Or, puisque le «contrôle populaire, dans le système représentatif, est l'unique

garantie de la liberté populaire, il est évident que cette liberté aussi n'est qu'une fiction.» Le système du référendum, introduit par les radicaux de Zurich, n'est qu'un palliatif, une nouvelle illusion. Là encore, pour voter en connaissance de cause, il faudrait que le peuple ait le temps et l'instruction nécessaires d'étudier les lois qu'on lui propose, de les mûrir, de les discuter : «Il devrait se transformer en un immense parlement en plein champ», ce qui n'est évidemment pas possible. De plus - et là on touche à la «technologie» parlementaire, les lois ont la plupart du temps une portée très spéciale, elles échappent à l'attention du peuple et à sa compréhension : «prises séparément, chacune de ces lois paraît trop insignifiante pour intéresser beaucoup le peuple, mais ensemble elles forment un réseau qui l'enchaîne.»

La plupart des affaires qui intéressent directement le peuple se font par-dessus sa tête, sans qu'il s'en aperçoive ; il laisse faire ses élus, qui servent les intérêts de leur propre classe et qui présentent les mesures prises sous l'aspect le plus anodin. «Le système de la représentation démocratique est celui de l'hypocrisie et du mensonge perpétuels. Il a besoin de la sottise du peuple, et il fonde tous ses triomphes sur elle.» Le seul moyen de contrôle effectif de la population sur les décisions gouvernementales n'a rien d'institutionnel. Lorsque le sentiment populaire se sent attaqué sur des points essentiels, «certaines idées, certains instincts de liberté, d'indépendance et de justice auxquels il n'est pas bon de toucher», il reste au peuple la possibilité de se soulever, de se révolter. «Les révolutions, la possibilité toujours présente de ces soulèvements populaires, la crainte salutaire qu'ils inspirent, telle est encore aujourd'hui l'unique forme de contrôle qui existe réellement en Suisse, l'unique borne qui arrête le débordement des passions ambitieuses et intéressées de ses gouvernants.» C'est d'ailleurs cette arme-là dont s'est servi le parti radical pour renverser les constitutions antérieures, jusqu'en 1848. Mais ensuite il prit des mesures pour briser toute possibilité d'y avoir recours, «pour qu'un parti nouveau ne pût s'en servir contre lui à son tour», en détruisant les autonomies locales et en renforçant le pouvoir central. L'exemple du cas suisse révèle donc aux yeux de Bakounine l'efficacité du système représentatif du point de vue de la préservation du régime bourgeois : ce dernier a su utiliser la révolte comme moyen de contrôle –et le contrôle ultime n'est-il pas le changement de régime politique ?– et il a su ensuite mettre en place les mesures nécessaires pour empêcher qu'il soit fait recours à ce contrôle contre lui : «Désormais, les révolutions cantonales, le moyen unique dont disposaient les populations cantonales pour exercer un contrôle réel et sérieux sur leurs gouvernements, et pour tenir en échec les tendances despotiques inhérentes à chaque gouvernement, ces soulèvements salutaires de l'indignation populaire, sont devenues impossibles. Elles se brisent impuissantes contre l'intervention fédérale.» (V, 65.)

Les progrès de la liberté dans certains cantons jadis très réactionnaires ne sont pas la conséquence de la nouvelle constitution de 1848 qui a accru la centralisation de l'État, mais plutôt de la «marche du temps». Dans les faits, les progrès accomplis depuis 1848, dit Bakounine, sont, dans le domaine fédéral, surtout des progrès d'ordre économique : unification des monnaies, des poids et mesures, les grands

travaux publics, les traités de commerce, etc. «On dira que la centralisation économique ne peut être obtenue que par la centralisation politique, que l'une implique l'autre, qu'elles sont nécessaires et bienfaisantes toutes les deux au même degré. Pas du tout. La centralisation économique, condition essentielle de la civilisation, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue, en détruisant au profit des gouvernants et des classes gouvernantes la vie propre et l'action spontanée des populations.» (V, 61.) On retrouve exactement la même idée chez Proudhon.

C'est là un aspect peu connu de la pensée politique de Bakounine, sur lequel en tout cas les anarchistes après lui se sont gardés de mettre l'accent. Par centralisation économique, il faut entendre la tendance de la société industrielle moderne à organiser les activités productives à une échelle de plus en plus grande et complexe. L'anarchisme se situe donc aux antipodes d'une conception fondée sur la petite production artisanale et décentralisée. Bakounine sait bien que le développement industriel s'accompagne de la concentration du capital : il ne nie pas la nécessité de ce processus qui permet une production de masse. En ce sens, son point de vue s'apparente à celui de Marx, pour qui le développement des forces productives crée les conditions de la réalisation du socialisme. La vision de Bakounine s'inscrit donc tout à fait dans la perspective d'une société industrielle. Là où il se dissocie de Marx, c'est sur la question politique, sur le schéma politique de l'organisation de la société. Il semble envisager un système où l'économie serait organisée d'un point de vue centralisé, mais où le processus de décision politique serait décentralisé et fondé sur le principe du contrôle populaire. Il est vrai que le concept de «centralisation économique» n'est pas explicite. La concentration du capital est reconnue comme un des moteurs de l'évolution des sociétés industrielles, mais c'est un phénomène mécanique qui échappe à la volonté des hommes. Il y a dans le terme de centralisation économique quelque chose de voulu, qu'il serait possible d'organiser et qu'on retrouve dans l'expression «organisation des forces productives» employé par Bakounine. Le mot planification n'existait pas à l'époque mais il est possible que c'est à peu près à cela que pensait Bakounine, ce qui, évidemment, va à l'encontre de toute idée reçue sur sa pensée politique.

L'objection principale que formule Bakounine à l'encontre de la démocratie représentative touche à sa nature de classe. Tant que le suffrage universel «sera exercé dans une société où le peuple, la masse des travailleurs, sera économiquement dominée par une minorité détentrice de la propriété et du capital, quelque indépendant ou libre d'ailleurs qu'il soit ou plutôt qu'il paraisse sous le rapport politique, ne pourra jamais produire que des élections illusives, antidémocratiques et absolument opposées aux besoins, aux instincts et à la volonté réelle des populations.» (VIII, 14.) Bakounine insiste beaucoup sur les arguments techniques touchant à la distorsion qui apparaît inévitablement entre l'élu et les mandants, à la difficulté ou à l'impossibilité de contrôler les élus. Mais en définitive ces inconvénients paraissent dérisoires devant l'impossibilité même du système représentatif, et qui tient à sa nature, de réaliser la collectivisation des moyens de production, sans laquelle aucun changement n'est possible.

C'est pourquoi l'insistance sur la seule conquête de la liberté politique comme préalable signifie laisser les rapports économiques et sociaux en l'état où ils sont, c'est-à-dire «les propriétaires et les capitalistes avec leur insolente richesse, et les travailleurs avec leur misère».

L'intérêt porté par Bakounine au modèle suisse vient de ce qu'il fournit un modèle général du fonctionnement de ce système : «Le mouvement qui se produit en Suisse est fort intéressant à étudier», dit-il, «car on y assiste à un processus typique de centralisation politique –c'est-à-dire de recul des libertés– effectué sous le couvert démocratique d'une extension des libertés électorales».

Les couches sociales intéressées à la pérennité de ce régime sont désignées : les barons de la banque et tous leurs dépendants, les militaires, les fonctionnaires, les professeurs, les avocats, les doctrinaires de toutes les couleurs avides de positions honorifiques et lucratives, «en un mot toutes la gent qui se croit soit par droit d'héritage, soit par intelligence et instruction supérieure, appelée à gouverner la canaille populaire.» (III, 109.) Mais parmi ceux qui remettent en cause l'autonomie cantonale il y a aussi «les classes ouvrières de la Suisse allemande, les démocrates socialistes des cantons de Zurich, de Bâle et autres, –et les ouvriers allemands d'une association ouvrière exclusivement suisse appelée *Grütli-Verein*, tous les deux, les uns directement, les autres indirectement, inspirés par le programme politico-socialiste des Internationaux de l'Allemagne, c'est-à-dire Marx.» (III, 110.)

Ce que Bakounine observe en Suisse confirme à ses yeux la thèse selon laquelle le suffrage universel, et même le référendum, qu'il appelle «votation à l'aveugle», sont, aux mains des classes dominantes et des couches de la bourgeoisie intellectuelle, des outils efficaces pour réaliser la centralisation du pouvoir d'État. Que les socialistes suisses aient été les plus ardents défenseurs de cette centralisation confirme ce qu'il observe à une échelle infiniment plus vaste, en Allemagne.

René Berthier